

L'opposition d'Emmanuel Macron aux sanctions contre le Rwanda n'émeut pas la présidence congolaise

RFI, 13 mai 2026

Dans un entretien donné à RFI, France 24 et TV5 Monde en marge du sommet Africa Forward, le président français, Emmanuel Macron, s'est opposé aux sanctions américaines contre le Rwanda – pays reconnu comme soutien des rebelles de l'AFC/M23 –, plaidant pour un retour au dialogue. Dans l'entourage de Félix Tshisekedi, cette prise de position ne prend personne au dépourvu.



Le président français Emmanuel Macron s'exprimant à Nairobi, au Kenya, le 10 mai 2026. (image d'illustration) AP - Brian Inganga

Dans l'entourage immédiat de Félix Tshisekedi, on dit ne pas être surpris par la position défendue par Emmanuel Macron, qui se dit contre les sanctions américaines contre Kigali. Certains évoquent une « *frustration politique* ».

Selon un proche conseiller du président congolais, les Américains ont déjà sécurisé un accès privilégié aux minerais stratégiques de la RDC. Et Washington occupe désormais le centre du jeu. Dans ce contexte, Emmanuel Macron tenterait de se repositionner en se plaçant de l'autre côté de la table, en ménageant Kigali, partenaire jugé utile aux intérêts français du Mozambique à la Centrafrique, croit savoir notre interlocuteur.

Certains, dans l'entourage de Félix Tshisekedi, vont plus loin : la position du chef de l'État français sur le Rwanda tiendrait plus à une relation personnelle avec Paul Kagame qu'à une véritable ligne européenne concertée.

Sur le fond, le président français a défendu une approche en plusieurs axes : dialogue entre les deux présidents, retrait de toutes les forces étrangères, reprise de la négocia-

tion politique avec l'AFC/M23, et remise de l'Union africaine au centre du processus.

Sur les sanctions américaines contre Kigali, le président français a été explicite : les pressions extérieures, si elles se multiplient, risquent de rendre le Rwanda moins coopératif. Mieux vaut, dit-il, revenir aux principes du dialogue.

Mais, en RDC, chacune des propositions d'Emmanuel Macron se heurte à une réalité précise.

Sur le retrait de toutes les forces étrangères du sol congolais, le Burundi a par exemple toujours maintenu que son armée est présente au Congo sur la base d'un accord signé avec Kinshasa et que sa mission n'est pas achevée. Et à Kinshasa, on confirme : les Burundais sont là à notre demande. Ce que l'on vise, c'est la présence rwandaise, explique-t-on.

Sur le dialogue entre les deux présidents, Kinshasa et Kigali s'accusent mutuellement de ne pas respecter leurs engagements. Kigali, par exemple, dénonce des frappes de drones de l'armée congolaise dans les zones contrôlées par l'AFC/M23. D'ailleurs dans les deux camps, on dit que relancer un cycle de dia-

logues sans garanties préalables ne ferait que reproduire les échecs précédents.

Emmanuel Macron n'est pas la France, estime-t-on à Kinshasa

Sur les sanctions, Emmanuel Macron leur préfère donc le dialogue. Or, à Kinshasa, on soutient au contraire que ce sont les sanctions américaines qui ont contribué à faire reculer l'AFC/M23 sur le terrain.

La position française est donc perçue, dans l'entourage de Tshisekedi, comme un signal favorable à Kigali. Cela dit, certains conseillers du président congolais appellent à la prudence. Emmanuel Macron, disent-ils, n'est pas la France. Et la position française peut évoluer avec le temps et les réalités géopolitiques.

S'arc-bouter sur la déclaration d'un président en fin de mandat, estiment-ils, serait une lecture trop courte du jeu diplomatique.